

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

FRANCE	
l'expérience de travailleurs	p I
une expérience de lutte	p 5
GRANDE BRETAGNE	
dans l'automobile	p 8
JAPON	
le mouvement Zengakuren	p 10
LIAISONS	p 13
CORRESPONDANCE	p 15
SYNDICATS ET SYNDICLISTES	p 20
PUBLICATIONS	

LE NUMÉRO

0,50 F

mensuel

NUMERO 44

DECEMBRE 1965

France

l'expérience de travailleurs

INFORMATIONS TRANSMISES PAR LES CAMARADES d'I.C.O.

Jeumont-Schneider (St Denis, construction électrique)

Avalanche de tracts électoraux: matin, midi et soir

Tract de l'union locale CGT de St Denis annonçant en termes vagues la semaine revendicative du 24 novembre au 1^o décembre : distribué le 30 novembre
Augmentation de 1% "accordée" par la direction comme d'habitude, sans luttes.

C.E.A. (énergie atomique- Saclay- banlieue de Paris)

Les femmes de ménage (voir I.C.O. novembre 65, p.7) : la moitié de leur dû a été payé, le reste le sera dans six mois; mais elles restent en dehors du CEA (il ne faut pas qu'elles aient les avantages des) il est question de les rattacher à une autre officine de nettoyage (un camarade connaît une de ces boîtes qui paie 2.50 de l'heure suivant un horaire impossible 6h-8h, et 18h 21h).

Chaque employé du C.E.A. (il y en a 20.000) a reçu une luxueuse brochure de 150 pages sur papier glacé: le texte d'un protocole d'accord signé par le C.E.A. et deux syndicats (CGT et FO) sur 4 (CFTD et un syndicat maison SPAEL n'ont pas signé); la CGT a eu l'accord de ses adhérents par des curieuses méthodes: vote par sections à main levée: la majorité des sections aurait été "pour". On vote par "ordre" comme en 1789.

Métallurgie (petite boîte - banlieue de Paris)

Horaires réduits de 46h à 44h - pas de travail- réduction de salaire compensée en partie par une augmentation.

Livre: (Paris)

Fusion d'entreprises - beaucoup de travail dans les grosses boîtes (jusqu'à 50h) peu dans les petites (36h dans certaines) 2% d'augmentation (clause d'indexation automatique de la convention du livre).

Renault (Billancourt)

Même avalanche de tracts électoraux.

Débrayages "puissants" (dit la CGT) d'un quart d'heure ou d'une demi-heure (à Flins des débrayages de ce genre se sont terminés par 3 jours de mise à pied pour 45 ouvriers).

Mais la cadence de la chaîne de montage des moteurs a été augmentée de 20 moteurs à l'heure; c'est passé comme une lettre à la poste.

De "l'Echo des Métallos- Renault" (2 décembre 1955) - section Renault du P.C. :

"Pour nous travailleurs de la Régie, les résultats du 5 décembre auront une grande importance. Ils peuvent constituer un coup d'arrêt à la politique du pouvoir visant à liquider la nationalisation..." Et Mitterand qui déclarait à peu près le même jour : "... dans certains cas, il peut y avoir intérêt à dénationaliser des entreprises publiques... pour rétablir la concurrence, la recherche du profit et le rendement fiscal ".

Un camarade parle de transfert dans la Mayenne d'entreprises de fourrure qui recrute de la main d'oeuvre locale payée 2.20 de l'heure alors qu'à Paris les taux sont de 5 à 6 frs pour une ouvrière et de 7 à 11 pour un ouvrier. Un dirigeant

d'une de ces entreprises compare cette situation inespérée (pour un patron) à celle de pays comme la Grèce.

Société Métallurgique de Normandie (Hauts-Fourneaux de Mondeville près de Caen). Un certain nombre d'ouvriers se trouvent actuellement victimes de déplacement à l'intérieur de l'usine leur occasionnant des pertes de salaires allant jusqu'à 150 frs par mois. Les syndicats CGT et CFDT se concertent, inondent la boîte de tracts, dressent des auditoriums d'ailleurs sans auditoires et se préparent à se faire recevoir par la direction rapport à un éventuel remboursement des pertes de salaires; pour l'immédiat les choses en sont là (d'un camarade de Caen).

Métallurgie (Paris)

entreprise spécialisée dans les outils de coupe - actuellement 74 ouvriers contre plus de 100 il y a un an.

Pendant des années, il ne s'est rien passé. Il n'y avait ni organisation syndicale, ni délégués du personnel. Au début de 63 il y eut un courant de mécontentement avec quelques arrêts de travail. Les éléments dispersés de la CGT profitèrent de l'occasion pour constituer une section CGT, suivis aussitôt de la CFDT. Ils organisèrent des élections "régulières" de délégués du personnel (3CGT, 1 CFDT). Ceci serena en 1964. Pendant ces deux années, quelques petites grèves pour des causes différentes mais sans succès; les réunions d'informations étaient pratiquement inexistantes. J'ai appris par la suite que les sections syndicales voyaient diminuer leurs effectifs.

Depuis le mois de Mai de cette année, il n'y avait plus de délégués du personnel, les sections syndicales CGT et CFDT n'avaient pas trouvé le nombre nécessaire de candidats à présenter pour remplacer les sortants. Mais aussi bien la Direction que les ouvriers continuaient à les considérer comme des "délégués". Sauf que, ceci est très important, la traditionnelle présentation mensuelle du cahier de revendications et les conversations qui s'en suivaient, n'avaient plus lieu.

C'est ainsi, qu'à la surprise générale, car aucun bruit ne s'était répandu à ce sujet le vendredi 22 octobre, quelques minutes avant la fermeture, la direction affiche au tableau le nouvel horaire pour la semaine suivante (45h au lieu de 47 1/2). A la reprise du lundi on commente la réduction des heures de travail. Quelques ouvriers demandent aux "délégués" d'aller voir la direction pour manifester le mécontentement et demander une compensation pour la perte de salaire. La direction reçoit la délégation mais refuse toute augmentation de salaire.

Deux ou trois jours après on fait courir le bruit qu'à une heure, au lieu de reprendre le travail on se rassemblera à la cantine. Tous les gars sont là sauf un. La délégation nous apprend en détail ce que la direction a dit. Difficultés financières, manque de commandes. Que pour l'ensemble des salaires de l'atelier l'augmentation a été de 5.66% (!) depuis le 1^o janvier bien qu'il y ait dix ouvriers qui n'ont rien eu dans cette période, que l'augmentation ait été très inégale selon les cas individuels.

Quelques discours des "délégués" et deux autres pour proposer à l'assemblée d'entreprendre un mouvement de grèves surprises (?) de 1/2 heure par jour. On prêche l'union. "Avec l'union nous obtiendrons satisfaction". "Mais il ne faut pas se dégonfler même si la lutte est longue "... etc.. On fait voter à main levée pour savoir si tout le monde est d'accord; toutes les mains se lèvent mais, on le voit, sans conviction. L'arrêt a duré une heure. Le lendemain, nouveau débrayage d'une demi-heure. Rien de nouveau. On est dans l'expectative. Sur le tableau une affiche de la direction menaçant de fermer les ateliers.

Lundi, troisième débrayage, toujours au complet. Comme il n'y a rien à se dire sur la grève, cette réunion est mise à profit par les "cégétistes" pour nous noyer de propagande orale et écrite.

Mardi quatrième arrêt de travail d'1/2 heure et toujours au complet. Aucune réaction de la part de la Direction. On a l'impression qu'elle nous laisse "pourrir". Les "représentants" des syndicats profitent de l'occasion pour relancer

les élections de délégués et font la "quête" des candidats sans parvenir à trouver la totalité. (la CGT 6 sur 8, la CFDT fera ça en "privé".)

Mercredi matin la direction affiche que dans l'après-midi, elle recevra la délégation. En attendant, pas de débrayages.

Le lendemain, réunion à 7h1/2 pour information. Tout de suite, on s'aperçoit que la délégation est métamorphosée. Il paraît que la direction leur a démontré "avec des chiffres", carnet de commandes en main, etc., qu'elle doit faire face à d'innombrables difficultés; que malgré tout, et sans rien promettre, elle tâcherait de donner quelques satisfactions à la fin de l'année. La délégation se rendant compte qu'il serait très difficile d'obtenir quelque chose pour tous, a demandé au moins quelque chose pour les dix qui n'avaient rien eu au cours de l'année. La direction a accepté à condition qu'on se tienne tranquille. D'emblée, le délégué qui nous "informe", donne son opinion: "si nous continuons le mouvement, nous ne savons pas si nous obtiendrons quelque chose ou rien. Si nous cessons les débrayages, il y en aura dix à avoir quelque chose. Je crois que par pitié (sic) pour ces camarades, nous devons accepter. Et puis il y a en route les élections de délégués; d'ici là il faudra se tenir tranquille. Rien nous empêchera de recommencer plus tard". C'est à peu près textuellement ce qui nous a été dit.

Sauf un jeune qui croit qu'on doit continuer l'action et à en juger par le silence qui a accueilli l'exposé des deux délégués, tout le monde est d'accord pour cesser le mouvement. Je crois que les gars, plus que déçus, sont las, étant persuadés que ce genre de grève n'aboutit à rien, et bien contents d'être libérés de la préoccupation des débrayages.

Ce qui est frappant dans ce mouvement, c'est l'unanimité manifestée dans tous les débrayages. Sauf un ou deux ouvriers, toujours les mêmes, les arrêts ont été totaux. Est-ce dû simplement à l'heure à laquelle la première réunion eut lieu? Il est possible qu'étant tous présents et ayant tous voté à main levée, (ce qui est important, personne n'osant s'affronter face à la critique possible des autres), le déclenchement des débrayages, par la suite les gars devaient se sentir engagés les uns envers les autres. (il faut tenir compte que c'est une petite boîte où tout le monde se connaît et se parle). Il faut remarquer d'autre part, que les mêmes circonstances ont amené des conséquences différentes selon que la direction passait ou non par les délégués. Lorsque les décisions étaient annoncées par les délégués, ceux-ci pris par l'importance de leur rôle, jouaient les conciliateurs, faisant admettre des aménagements, donnant des explications (celles-là mêmes qu'ils avaient entendues de la bouche du patron). Pour les ouvriers, ils "adouçissaient" la brutalité des décisions patronales (puisque c'était d'autres ouvriers qui les transmettaient), au patron, ils faisaient connaître un peu des réactions ouvrières et lui évitaient les mesures ou les manières trop brutales. Mais à l'échelle d'une petite unité de production (petite boîte, atelier, bureau), ce rôle du délégué "huile dans les rouages" ne peut tenir, puisqu'il y a un contrôle direct possible des travailleurs sur ce qu'il fait; ils n'admettent pas qu'il parle finalement toujours pratiquement au nom du patron expliquant et justifiant les décisions prises. Cela explique la "désaffection progressive et rapide" envers les délégués et les syndicats. Mais le patron annonçant brutalement et directement une diminution de la durée du travail, un conflit apparaît: les ouvriers s'opposent, des délégués (les mêmes qu'avant se retrouvent à la tête du mouvement pour parler au nom des ouvriers; eux- autrefois conciliateurs- poussent à l'action parce que c'est la seule occasion de retrouver le "pouvoir" qu'ils ont eu, qui forcera la direction à passer "par eux". Ils vont parler au nom des ouvriers, mais quand ils reviennent ils parlent " comme le patron", pleins de modération, de justification, de résignation. Ils reprennent simplement la place qu'ils avaient autrefois. Il n'y a pas d'autre issue pour un délégué ou pour un syndicat.

P.T.T. (centre de tri de Paris).

La baudruche qui se dégonfle: la grande journée d'action du 18 novembre " l'état patron oppose à ses travailleurs une résistance acharnée; il faut donc répondre tous ensemble par des actions de grande envergure. Le 18 novembre est la première". (bulletin des Ambulants CGT Sud-Est- octobre-novembre 1965).

"...Les Fédérations... appellent les syndicats et sections syndicales à participer largement à une campagne d'information, à se préparer à un vaste rassemblement national qui se tiendra à Paris dans le courant du mois de novembre..." (communiqué commun CGT, FO, CFDT, FEN - 7/10/65...)

"... La région parisienne de la Fédération CGT des PTF vous appelle... à faire représenter chaque section à la réunion des délégués... à constituer des délégations..." (tract CGT du 15/II/65).

"Le 18 novembre a été une bonne journée d'action..." (sic-Bulletin d'information des Ambulants - novembre-décembre 65).

Pour qui?

Rhône-Poulenc (produits chimiques - Vitry banlieue de Paris).
(extrait du bulletin d'entreprise Démocratie Ouvrière - 21/II/65).
(voir I.C.O. - Juin 65 - numéro 40 , p.9).

... Un de nos camarades a été sanctionné d'un avertissement écrit lors de la dernière parution. Voici soit dit en passant, un fait que l'on s'explique difficilement si le CDO est, comme l'affirme la CGT (tract du 2/II) une organisation " dont le bénéficiaire est en définitive le patronat".

"Cet avertissement nous le contestons; nous avons demandé audience à l'inspecteur du travail. Nous avons confirmé par écrit notre demande d'intervention et il nous a répondu qu'il était intervenu. Celui-ci a répondu que c'était le directeur administratif lui-même qui avait tenu à adresser un avertissement écrit à notre camarade.

"Ainsi donc, tout viendrait de l'humeur de notre directeur. Notre camarade a donc écrit au directeur pour lui demander de lever l'avertissement; et pour prouver que notre camarade n'est pas seul, le CDO lui a aussi écrit en lui joignant les premières signatures de la pétition que nous avons lancée (en dehors de l'usine) avec le soutien de quelques camarades syndiqués et non syndiqués. Mais le directeur n'a toujours pas levé son avertissement.

"Quand notre camarade a reçu la lettre, nous avons instantanément contacté les syndicats, CGT, CFDT, FO; puisque chacun d'eux prétend défendre les ouvriers nous pouvions espérer faire quelque chose de commun car c'est le droit d'expression qui était remis en cause par la direction, et qu'en conséquence tout le monde était concerné.

"Que nous a-t-on répondu?"

"- la CGT championne de l'unité et de la défense des intérêts des ouvriers a purement et simplement refusé de faire quoi que ce soit avec le CDO (à vrai dire, avec les autres aussi). La seule chose qu'elle ait faite, dans le tract du 2/II c'est de nous enterrier un peu plus sans même prendre position contre le patron. Par contre, elle n'a pas manqué de ressasser les éternelles habituelles: les propagandistes du supplément de la Voix Ouvrière, dont le bénéficiaire est en définitive le patronat, etc,etc... Et elle conclut: " il a été proposé à l'intéressé d'être défendu par nos délégués face à la direction, celui-ci a refusé ".

" Notre camarade a demandé des explications sur cette affirmation au délégué CGT de son service. Celui-ci quand la question lui a été posée de savoir si oui ou non nous avons refusé d'être défendus par les délégués CGT a répondu: " c'est une interprétation de ton attitude". Nous laissons à chacun le soin de juger de la validité de cette interprétation.

"- La CFDT a eu une attitude honnête vis à vis de notre camarade: " pas d'accord pour quelque action que ce soit avec le CDO; nous prendrons position séparément ". Elle a pris position d'une façon claire et précise dans un tract du 3/II/65 et certains de ses militants ont accepté de participer à la pétition que nous avons lancée. Néanmoins, nous continuons de penser que cette prise de position eût été beaucoup plus efficace si toutes les organisations avaient signé une prise de position en commun.

"- La section FO a accepté dès le départ notre proposition, mais nous attendons toujours une prise de position publique de sa part.

"Conclusion: la récapitulation était nécessaire car elle nous permet de bien comprendre que, quelle que soit la situation, les syndicats actuels font passer une chose avant tout: l'INTERET de LEURS BOUTIQUES".

Pour un anniversaire:

Voici comment le P.C. célèbre, 9 ans après la création des Conseils ouvriers hongrois (tract du PCF - section Vitry Terme - cellule Poulanché 4/10/65):

" Il y a neuf ans, en Hongrie, à l'appel du gouvernement ouvrier et paysan, l'Armée Rouge aidait à l'écrasement de la contre-révolution. Profitant des erreurs commises, les anciennes classes bourgeoises appuyées par les pays occidentaux déclanchaient des émeutes auxquelles participaient certains travailleurs mystifiés.

"A l'époque toute la réaction internationale apporta un appui chaleureux à cette tentative. Les anciens hitlériens Horthy ex-dictateur hongrois, le cardinal Mindszenty prélat pro-nazi, furent présentés comme des héros de la "liberté".

"Aujourd'hui, la Hongrie construit le socialisme sereinement et pacifiquement et bien des prolétaires du prétendu "monde libre" envieraient les conditions de vie et de travail des travailleurs hongrois, débarrassés de leurs exploités.

" Il reste cependant des nostalgiques de la contre-révolution. "Le Figaro" qui organisait récemment un débat à ce sujet, le comité Europe action du fasciste Tixier-Vignancourt et... démocratie ouvrière.

" Cette attention soudaine pour des événements passés, est symptomatique. A l'heure où l'unité de la gauche s'amorce, ses adversaires cherchent à l'empêcher en distillant le poison de l'anti-communisme.

Démocratie Ouvrière fait du zèle en venant porter sur place aux travailleurs les fables qu'ils n'iraient pas chercher dans la presse bourgeoise.

" Et après cela, ils s'étonneraient de se trouver "amalgamés" comme ils disent avec les pires réactionnaires. En joignant leurs mensonges à ceux des ennemis de la classe ouvrière, ils ne peuvent récolter que le mépris des travailleurs".

une expérience d'organisation

Les deux pages qui suivent ont été publiées dans le dernier numéro (novembre) du Bulletin des Assurances Générales pour relater des faits qui se sont déroulés 10 ans auparavant mais dont le souvenir reste vivace dans l'esprit de ceux qui l'ont vécu - tant des employés que des dirigeants de l'entréisme et des dirigeants syndicaux, mais pour des raisons toutes différentes. La première partie de cette expérience avait été relatée dans une brochure de 60 pages et dans Socialisme ou Barbarie (N° 20- décembre 1956). La seconde partie, c'est-à-dire la fin du mouvement et de l'organisation qui en était née n'a jamais été décrite en détail. Il y a pourtant un enseignement important à en tirer, valable pour tous les mouvements autonomes qui peuvent se dérouler actuellement: si des organismes autonomes restent l'émanation des travailleurs en lutte peuvent surgir spontanément, ils ne peuvent avoir d'existence permanente et disparaissent, s'atrophient, tombent sous la coupe d'organisations politiques ou syndicales dès que le mouvement qui avait animé leur formation cesse. Autrement dit: il ne peut y avoir d'organes ouvriers permanents autonomes de lutte - sinon le socialisme seroit.

Ce texte est à rapprocher des textes déjà publiés dans I.C.O. ou titre d'expériences "en marge" (I.C.O. N° 38- avril 65: une expérience syndicale N° 40- juin 65- Le CDO Rhône-Poulenc à Vitry) tentatives qui- à coup sûr- ne restent pas isolées et qui marquent les jalons vers de nouvelles formes de lutte et d'organisations des travailleurs.

ça s'est passé à partir de Novembre 1955 aux Assurances

En aout septembre 1955, il y avait eu des grèves importantes en France (notamment Nantes - St Nazaire). Chacun pensait qu'on aurait pu faire quelque chose en septembre. Mais ce n'est qu'à la mi-octobre (alors que tout était terminé ailleurs) que les syndicats posent des revendications de salaires dans l'assurance: pas de salaires inférieurs à 25.000 propose la CGT dans ses tracts. Ils engagent les employés à "agir".... par des "grèves tournantes par service, pétitions, délégations..."

Aux A G Vie, au bout de peu de temps, ce ne sont plus les délégués qui fixent les heures et cadences des débrayages tournants, ce sont les employés d'eux mêmes qui débrayent et en avisent les délégués: ce qui donne lieu à des incidents entre les employés et les délégués. Brusquement, le 29 novembre, alors que les débrayages se multiplient dans de nombreuses compagnies, les syndicats, qui discutent avec la Fédération Patronale annoncent qu'ils sont prêts à signer pour "22.000 de salaire de base et une "recommandation" de 5%": dans la proposition patronale ainsi acceptée par les syndicats, le salaire de base était bien augmenté de 17,64 % mais il était prévu la réintégration de différentes primes dans ce salaire de base, c'est à dire des déplacements de chiffres dans les colonnes de telle sorte que le salaire réel pouvait très bien ne pas être augmenté, ce qui expliquait la "recommandation" de 5% de rallonge des salaires réels.

Le 30 novembre, les délégués de la Vie convièrent les employés dans la salle des inspecteurs à 15 heures pour leur expliquer que les syndicats signeraient à 18 heures et accessoirement demander ce que nous en pensions. Ils le surent rapidement. Ce fut en effet une réunion extraordinaire, les vieux employés peuvent encore vous en parler. Les délégués surent ce qu'il en coûtait de se jouer des employés: huées, rires, applaudissements exprimaient l'enthousiasme de tous dans une lutte qu'ils espéraient bien ne pas voir finir là. Jamais il n'y eut une telle unité, mais elle n'existait et ne pouvait se faire que contre les syndicats et sans eux, tant il est vrai que ce sont eux qui empêchent les employés de s'unir dans les moments de lutte.

Aucune décision ne fut prise. Continuer la grève n'avait aucun sens puisque les syndicats signaient. Le lendemain, le travail reprit normalement, à la Vie comme partout. Mais à la Vie, les employés n'étaient pas décidés à en rester là: 20 employés se retrouvèrent; ils firent un tract rédigé et signé de leur nom conviant les employés à une assemblée le 7 décembre au théâtre Grammont: l'argent nécessaire (12.000) fut trouvé en 5 minutes ce qui montre que les problèmes d'argent ne se posent pas quand les travailleurs savent qu'ils luttent pour eux mêmes. 150 employés se déplacèrent le soir après le travail et essayèrent de formuler ce qu'ils pensaient valable pour continuer à se défendre:

- 1° En toute chose concernant les salariés de l'entreprise, aucune décision ne devait être prise, aucune démarche ne devait être faite sans l'accord préalable de tous les employés intéressés
- 2° pour les délégués, pas de réunions pendant les heures de travail (le délégué doit être un travailleur comme les autres), pas de permanent, pas de démarches séparées à la direction (toujours au moins 2), démission immédiate si les employés cessent de lui faire confiance, compte rendu intérimaire de toutes les réunions diffusé à tous les employés
- 3° pas de distinction entre employés adhérents ou non adhérents: tous les employés ont droit aux mêmes informations et doivent être consultés.
- 4° le regroupement des employés, appelé "Conseil du Personnel" (en abrégé) ne devait se lier à aucun organisme extérieur ou parti.

La revendication principale restait les 17,64 %. Devant la force du mouvement la direction Vie accorda 17,64 sur les salaires réels: cela faisait du bruit. Et sans grève. Alors que les autres boîtes d'assurances n'avaient que 5%. Cela explique encore le retard actuel des A G A et A G I: qu'ils remercient les délégués et syndicats qu'ils ont suivis alors. Cela montre que les directions peuvent accor

beaucoup si elles y sont contraintes alors que les syndicats parlent toujours de "modération", de "réalisable", "d'indéfectible"....

Aux élections de délégués du personnel en février 1956, il y eut plus de la moitié de votes blancs et d'abstentions au premier tour, de sorte qu'au second tour, le CP put présenter des candidats. Les employés désignèrent un représentant par bureau, ce qui donna 25 noms; cette liste circula parmi tous les employés et leur ordre de préférence donna les noms des douze délégués qui furent présentés : 6 furent élus face à une liste commune des trois syndicats CGT, CFTC, FO (ce qui montrait bien que les syndicats entendaient s'opposer en bloc à l'ensemble des employés).

Comment cela fonctionna : bien mal il faut le dire car il fallait faire face à l'obstruction systématique de la direction, des syndicats, des délégués des syndicats, face à une campagne systématique et violente de dénigrement des syndicats, face aux pressions de toutes sortes (menaces, chantage, promesses de promotion, etc...) Les revendications présentées par les délégués du CP étaient toutes rejetées, ou bien, si elles étaient acceptées, la direction donnait la réponse aux délégués des syndicats; les réunions officielles étaient précédées de réunions entre les délégués des syndicats et la direction. Les têtes les plus marquantes ou les plus vulnérables du CP étaient l'objet de sollicitations ou de menaces (l'inspecteur spécial de la boîte alla même jusqu'à menacer l'un d'eux d'une descente de police à son domicile...). Tout était bon pour démolir le Conseil du personnel.

Cela était possible, parce que, comme dans toute lutte, c'était le reflux du mouvement. Il n'était pas possible de demander aux employés de débrayer à chaque moment pour forcer la direction à tenir compte de nos revendications. Déjà rapidement, les arrivistes s'étaient écartés; de même ceux qui se sentaient les plus faibles. Face aux manœuvres de la direction et des syndicats, on ne pouvait faire grief à ceux qui lâchaient ainsi, d'autant moins que le mouvement était resté limité aux A G Vie et n'avait pu s'étendre à d'autres sociétés d'assurances : à la fois méfiance normale des employés pour ce qui était extérieur et propagande mensongère des syndicats qui exploitait habilement cette méfiance (pourtant un tract racontant la naissance et la vie du CP avait été distribué par les employés des A G Vie dans toutes les grosses sociétés de Paris; jusqu'à trente employés étaient partis le matin certains jours avant le travail pour distribuer ces tracts).

La direction et les syndicats s'accordèrent (après avoir circonvenu le délégué représentant le CP pour les employés de province) pour créer un collège séparé de ces employés, utilisant ainsi la législation du travail pour contraindre les employés eux-mêmes. Cela joint à la modification du rapport de force, acheva la déroute du conseil du personnel. Aux élections du Comité d'entreprise de décembre 1956, les syndicats l'emportèrent au premier tour, ce qui ruinait l'espoir de faire élire des délégués des employés au lieu des délégués des syndicats. Des discussions eurent lieu alors parmi ceux qui restaient : fallait-il essayer de se faire "reconnaître" pour avoir des candidats au premier tour, en s'affiliant à une centrale syndicale (certains parlaient de syndicats autonomes) ? Certains refusaient cette solution qui aurait fait des délégués du CP des délégués "comme les autres" : si les délégués ne pouvaient être l'émanation des employés comme ils l'avaient été au début, ils valaient mieux qu'ils disparaissent. Le CP sollicita d'être "reconnu" tel qu'il existait, ce qui fut évidemment refusé, d'autant plus que c'était la direction et les syndicats qui devaient décider de cette "reconnaissance" avec l'inspecteur du travail.

Il ne restait plus qu'à dissoudre le CP, ce qui fut fait.

Ce qui fut acquis, ce ne fut pas seulement les 17,64 % (car on les a gardés), c'est un rapport de force aux A G Vie différent d'ailleurs : il n'a pas été créé par le CP, cet organisme et ce qui s'est passé n'en a été au contraire que l'expression. Et il a survécu à la dissolution du CP : c'est apparent dans une foule de détails. Personne n'a à en tirer gloire : ce que nous avons fait, ce que nous continuons à faire, nous l'avons fait, nous continuons de le faire tous ensemble, quelles que soient les apparences. Nous avons essayé de nous défendre nous-mêmes, ce que tous les travailleurs font plus ou moins chaque jour de leur vie, tout seuls ou ensemble.

(I) une brochure de 60 pages publiée en 1956 relatant en détail la première partie de cette expérience peut être donnée ou prêtée à ceux que ça intéresse.

grande-bretagne

LES DIRIGEANTS DE L'AUTOMOBILE et le CAPITALISME MODERNE:

(article traduit de Solidarity - pour le pouvoir ouvrier-
197, Kings Cross Road- Londres-)

"Durant les six premiers mois de 1965, plus de 6 millions d'heures d'ouvrier ont été perdues dans des grèves de l'industrie automobile contre 1,6 million dans la même période de l'année précédente... Sur 400 ou 500 grèves seulement 4 ont été "officielles" (I) Qui a dit cela? Lord Rootes, Directeur général du groupe Rootes (automobile). La date: 2 octobre 1965. L'occasion: une conférence de presse pour rendre compte d'une réunion au Ministère du Travail entre ledit Lord Rootes et un nommé Sir William Carron, Président de l'AEU (Note d'I.C.O.: un des syndicats les plus importants de l'industrie automobile anglaise dont le dirigeant a été anobli par la Reine).

Cette petite rencontre particulière a été décrite par la presse comme "représentant les deux parties de l'industrie". Mais si les faits rapportés par Lord Rootes sont exacts et nous n'avons aucune raison d'en douter- ils appellent une toute autre conclusion. La rencontre n'a pas été celle de "deux parties de l'industrie". Lord Rootes a perdu une après-midi à parler avec un fantôme. Si 99% des grèves de l'industrie automobile sont "non officielles" que vient faire là le digne Sir William? Qui, sinon lui-même représente-t-il? Il n'a pas plus de contrôle sur les décisions au niveau de l'usine prises par les membres de "son" syndicat qu'il n'en a sur le temps. Et, entre nous, c'est une fort bonne chose.

Il y a une erreur curieuse autant que répandue au sujet des représentants des syndicats, erreur partagée à la fois par les employeurs et par les "marxistes traditionnels". Les employeurs voient les permanents syndicaux comme des gens importants et bien en place avec qui ils peuvent causer, qu'ils peuvent inviter à des conférences sur la productivité à qui ils peuvent donner des conférences sur l'intérêt "national" et avec qui ils peuvent marchander, faire des compromis et signer des accords. Les dirigeants pensent que les "officiels" représentent les ouvriers. Les leaders syndicaux naturellement, en tant que parties intéressées, participent à cette mystification...

Mais la gauche aussi voit la hiérarchie syndicale comme représentant la classe ouvrière d'une manière dégénérée ou très dégénérée, ou extrêmement dégénérée. La plupart de leurs schémas politiques et toute leur action dans les entreprises sont basées sur cet axiome de base. Ces deux conceptions erronées interfèrent l'une sur l'autre, et se renforcent mutuellement à tous les niveaux possibles.

Mais si quelque chose ressort des événements des quelques derniers mois c'est bien la croissante inaptitude du syndicat partout où la défense des conditions de travail est en cause et l'inaptitude croissante des militants conscients politiquement de l'assimilation et de l'intégration de l'appareil syndical dans la structure même de l'Etat. Les employeurs reconnaissent très clairement ce qui se passe. Richard

(I)note d'I.C.O.: Les grèves officielles sont celles "autorisées" par le syndicat. Les grèves "non officielles" sont celles qui se passent en dehors du syndicat et sont condamnées par lui. On les appelle aussi "grèves sauvages". Ce sont des actions directes de groupes de travailleurs (d'un atelier ou d'une usine).

O'Brien directeur du personnel de B.M.C. (autre grosse entreprise de l'automobile) a déclaré à une récente conférence de Birmingham: alors que les relations avec la base sont manifestement mauvaises, les relations entre les chefs syndicaux et les dirigeants de l'industrie- et entre chacun de ces groupes et le gouvernement- sont probablement meilleures qu'ils n'ont jamais été". (The Guardian - 14 juin 65). Quand O'Brien parle de "communications" il ne veut pas dire seulement "occasions de parler" Il pense à des liens plus intimes et plus solides. Il est essentiel que les travailleurs comprennent le sens caché de ces mots.

Les Trade Unions (sorte de CGT unique) et le Labour Party (parti socialiste qui aurait des liens très étroits avec la CGT) ont maintenant entériné, à d'écrasantes majorités, le principe d'une législation d'état pour renforcer la notification obligatoire des revendications de salaires. De là à l'arbitrage obligatoire et puis à la fixation des salaires par l'état lui-même il n'y a qu'un pas. Une fois une telle législation mise sur pied, des poursuites légales pourront aisément être engagées contre les travailleurs de la base qui oseraient mettre en cause les accords passés "en leur nom", par les leaders syndicaux

Les conservateurs s'étaient déjà promis d'introduire une telle législation. Quelques uns d'entre eux, comme Sir Patrick Hennessey directeur de Ford, et Président de la Chambre des constructeurs de voitures, ont même prédit avec arrogance que le gouvernement travailliste pourrait bien faire cette sale besogne à leur place. A une conférence précédant le salon de l'automobile à Londres, ce digne personnage constatait " c'est ma conviction, d'après les dernières preuves de la coopération entre l'industrie, les Trade Unions (syndicat) et le gouvernement travailliste, qu'avant longtemps nous aurons le moyen de prévenir les grèves sauvages" (Evening Standard- 12/10/65). Le climat pour une législation anti-ouvrière est activement préparé. Les bases pour une structure totalitaire dans l'industrie sont posées à une cadence alarmante...

Ces tendances ont été évidentes pendant longtemps. Mais sous un gouvernement travailliste, elles ont gagné largement du terrain. Regardons de plus près quelques uns des indices les plus marquants:

Au début de septembre, M. Wilson et Gunter rencontrèrent les patrons de l'industrie automobile et les chefs syndicaux au 10 Downing Street (résidence du premier ministre). Aux patrons de l'automobile, il fut demandé s'ils accepteraient de n'embaucher dans leurs usines que des ouvriers syndiqués. La plupart de ces patrons de combat apparurent être convertis au vieux principe ouvrier du syndicat obligatoire dans une usine (closed shop)... mais ils insistèrent pour qu'en "échange", les leaders syndicaux puissent imposer une discipline plus stricte à leurs adhérents de base. Dans une scène empruntée à Alice aux Pays des Merveilles, Mr. Gunter déclara aux patrons que la seule manière de rendre plus efficace le pouvoir disciplinaire des syndicats était d'accepter la syndicalisation à 100%. Les grévistes "non autorisés" risqueraient alors non seulement l'expulsion de leur syndicat mais aussi la perte de leur travail (Daily Telegraph- 13 septembre 1965) Aucune décision n'a été prise à ce jour, mais cela peut l'être d'un jour à l'autre.

Ce que nous avons décrit sur l'automobile est une attitude dirigeante qui se répand de plus en plus dans le capitalisme moderne. Quoiqu'elle ne soit pas universelle (quelques employeurs, tout comme quelques révolutionnaires d'ailleurs, vivent encore au 19^e siècle), cette attitude tend à se généraliser. D'une manière générale, les syndicats ne sont plus combattus "bec et ongles" par les patrons comme ils l'étaient, il y a seulement quelques décades. Au contraire. Les employeurs et les chefs syndicaux marchent la main dans la main:

- 1/ pour "accroître la productivité" c'est-à-dire pour accroître le taux de l'exploitation) dans l'intérêt "national", c'est-à-dire celui des patrons.
- 2/ pour maintenir la "discipline" dans les usines ou autres lieux de travail (c'est-à-dire pour empêcher les ouvriers de s'opposer aux méthodes de production telles que l'introduction de nouvelles machines, l'étude des temps, l'accélération des cadences, etc... méthode que les patrons et les dirigeants syndicaux s'accordent à reconnaître comme le royaume des prérogatives directoriales.) Comme nous l'avons signalé maintes fois

les leaders syndicaux sont tout disposés à marchander avec des avantages ouvriers durement gagnés (arrêt pour le thé, etc..) en échange d'augmentation de salaires habituellement très minimes et qu'il n'est pas rare de voir accorder de manière ou d'autre par les patrons.

Ceci est l'aspect du capitalisme moderne que les révolutionnaires doivent étudier s'ils ne veulent pas se battre contre des moulins à vent. Il n'y a pas de plus grande faute, dans une guerre, que de sous estimer son ennemi. Il n'y a pas de symbole plus pitoyable que celui du guerrier qui en reste toujours à la dernière guerre... (Le capitalisme moderne) ne combat pas jusqu'au bout pour empêcher le syndicat de pénétrer dans l'usine. Ces farces, auxquelles s'adonnent encore, chacun le sait, quelques dinosaures occasionnels de la classe capitaliste, ne sont pas dignes des premières pages d'un journal révolutionnaire un peu sérieux. Ils ne sont pas l'essentiel dans le capitalisme moderne. Le capitalisme moderne n'est pas "les syndicats à la porte de l'usine". Ce n'est pas "gardez les syndicats divisés pour pouvoir les jouer les uns contre les autres". Ce n'est même pas "combattre la terrible menace du syndicalisme corporatif".

Le capitalisme moderne est quelque chose de plus pernicieux et de beaucoup plus subtil. C'est: donner un statut légal aux bureaucrates syndicaux. Leur donner plus de pouvoir. Mieux les payer. Rendre leur position plus stable. Ne pas les laisser se soumettre trop souvent à élection. Les intégrer. Sir Miles Thomas, autrefois vice-président des Automobiles Morris (et maintenant Président du comité de développement du Pays de Galles) louait récemment les capacités et l'abord intelligent des chefs syndicaux en général. Il soulignait que la mise hors la loi des grèves sauvages renforcerait singulièrement leur position (Daily Telegraph- 26 août 1965). Le capitalisme moderne est pour la coopération entre les syndicats et les directions d'entreprises partout où cela est possible. Sous le capitalisme moderne, les patrons -qu'il s'agisse d'entreprises privées ou nationalisées- ramassent les cotisations syndicales sur les feuilles de paie. (cette situation qui ferait lever de leurs tombes les pères du syndicalisme, existe déjà pour des centaines de milliers de travailleurs de ce pays).

(A suivre) .

ooooooo

JCIPON

Perspective du mouvement révolutionnaire Zengakuren

Des articles ont été consacrés, ici en France, par quelques journaux au mouvement Zengakuren (France-Observateur, Socialisme ou Barbarie N° 31,)

I.C.O. N° 27, mars 64 a parlé surtout des luttes menées par des comités ouvriers autonomes groupés autour de ce mouvement.

L'article ci-dessous traduit du bulletin "The Rebel Worker" (organe de la section de Chicago des I.W.W.- International Workers of the World) fait le point des positions de ce mouvement.

La position politique et théorique de Zengakuren a été atteinte au cours de plusieurs années d'une dure lutte au sein de la lutte de classe au Japon ces dernières années.

Zengakuren était, il y a huit ans, sous l'influence dominante du parti stalinien. Nous étions reconnu comme "l'aile militante et gauchiste" du parti communiste du fait de notre lutte incessante contre le gouvernement depuis son établissement après la guerre.

La révolte du prolétariat hongrois en 1956 fut le début de la période de transition de Zengakuren du mouvement dominé par les staliniens au mouvement révolutionnaire contre l'impérialisme et le stalinisme.

Cet événement provoqua une chaude discussion sur la répression du soulèvement des travailleurs hongrois par les tanks de l'"armée rouge". Néanmoins en ce temps, il n'y eut que très peu d'étudiants pour défendre le soulèvement du prolétariat hongrois contre l'agression stalinienne. Toutefois, cela ouvrit la voie à la critique de l'Etat actuel de l'URSS et des autres pays soi-disant socialistes et de la distorsion du marxisme par les bureaucrates staliniens, cela se combinant graduellement au désaccord tactique avec le PC japonais qui existait auparavant.

Deux années se passèrent dans un profond conflit entre Zengakuren et le P.C. et en 1958 beaucoup d'étudiants communistes furent exclus du P.C. à cause de leur "aventurisme de gauche".

"The Ampo Struggle" (la lutte contre la révision du pacte de sécurité mutuelle USA-Japon) en 1959-60, fut une étape de conflit ouvert entre le P.C. et nous. Nous combattions la politique du P.C. caractérisée par une lutte pour le pouvoir "patriotique et démocratique" contre les "soutiens des USA". En ce qui nous concerne, nous insistons pour concentrer notre lutte contre les capitalistes japonais qui s'efforçaient de renforcer leur domination sur nous pour se préparer à leur lutte impérialiste basée sur la puissance accumulée qu'ils ont acquise au travers du "développement" après la guerre.

Sur le problème tactique, nous insistons en faveur de manifestations militantes combinées avec l'action revendicative de la classe ouvrière, tandis que le P.C. en accord avec le P.S. essayaient de limiter leur lutte à la "marche pacifique" pour une pétition aux membres du Parlement, étant effrayés par l'énergie virile des ouvriers et étudiants prête à exploser contre la classe dominante.

Le conflit prit place dans chaque domaine de la lutte. Quand il y eut une manifestation autour de la Diète, par exemple, et que Zengakuren voulut se joindre aux manifestants ouvriers, les officiels du PC vinrent en hâte et établirent un "cordon" entre la manifestation ouvrière et celle des étudiants, déclarant qu'ils défendaient les ouvriers contre la "provocation" de Zengakuren par devoir de "parti d'avant-garde" du prolétariat. Le P.C. forma même un cordon protecteur afin de "protéger les policiers" de la violence de Zengakuren.

Lorsque les ouvriers et étudiants rendus furieux par le massacre d'une étudiante, victime des brutes policières au cours de la manifestation, se précipitèrent contre la Diète, dans laquelle cet acte eut lieu, le rôle du P.C. fut de persuader les manifestants de se garder de "l'action de provocation" et de rentrer à la maison pour dormir tranquillement. En outre, le P.C. s'excusait auprès du gouvernement, déclarant qu'il n'avait pas l'intention de "troubler" la société, mais que c'était Zengakuren qu'essayait de "violer l'ordre".

Beaucoup d'ouvriers, d'intellectuels, virent le P.C. et le P.S. nier non seulement la manifestation de Zengakuren mais aussi toute lutte lorsqu'elle prenait un caractère militant contre leur pensée. Comme résultat, après la défaite de la "Ampo Struggle" le P.C. perdit le soutien des ouvriers et étudiants qui menèrent la lutte et se rendirent compte de l'inexistence du "parti d'avant-garde".

A l'assemblée générale qui se tint après la lutte en 1961, nous discutâmes du problème que la lutte avait rendu aigu, tout particulièrement du caractère de la direction actuelle du mouvement ouvrier, et découvrîmes que sa dégénérescence est liée à la politique des soi-disant pays socialistes. Nous avons aussi examiné l'histoire de notre lutte pendant la période depuis la révolte du prolétariat hongrois et, à travers la critique de notre propre expérience, nous avons adopté la ligne fondamentale que nous défendons contre toutes les sortes d'oppression, qu'elle soit capitaliste ou staliniste, avec nos propres forces, notre mouvement d'étudiants devant être formement

lié à la lutte de la masse des travailleurs pour se libérer de la fausse direction du mouvement ouvrier actuel.

La lutte contre la guerre de Zengakuren a été possible seulement grâce à cette discussion, et nous avons été capables de développer notre ligne fondamentale au travers de l'actuelle lutte contre les bombes américaines et russes, avec les jeunes ouvriers, et dans la solidarité internationale. Ainsi une nouvelle ère a commencé pour le mouvement étudiant japonais qui est un mouvement de masse révolutionnaire anti-staliniste.

La période partant de 1956 est caractérisée par la rapide rationalisation et modernisation du capitalisme japonais et dans le même temps par la vigoureuse résistance du prolétariat contre le chômage et l'aggravation des conditions de travail accompagnant l'impitoyable processus de transformation du capitalisme japonais. Tout particulièrement les travailleurs du rail, des postes et des mines de charbon menèrent les plus dures batailles, mais ils furent obligés d'abandonner leur attaque du capital sous la pression des leaders conformistes des syndicats.

Dans la grève des travailleurs du rail contre le chômage massif, en 1957, le P.C., qui est en minorité dans les syndicats, aida la direction socialiste à briser la grève, contre la volonté de combat des ouvriers. Beaucoup d'ouvriers communistes quittèrent le Parti à cette occasion... Dans cette situation, la lutte indépendante de Zengakuren attira vivement l'attention des militants ouvriers au cours de la "Ampo Struggle" il y eut une certaine coopération entre les ouvriers de la base et Zengakuren. Dans la lutte contre la guerre, la coopération fut encore développée et culmina dans "l'Assemblée des ouvriers et étudiants contre la guerre".

L'évolution de Zengakuren, passant d'une opposition de gauche dans le parti stalinien à une aile révolutionnaire du prolétariat japonais pour son auto-émancipation, a été fortement influencée par l'activité d'une organisation révolutionnaire anti-stalinienne, la "Japan revolutionary communist League" (J.R.C.L.). Cette organisation, créée après la Révolution hongroise de 1956, reçut le soutien de militants ouvriers grâce à sa lutte sans compromission dans les entreprises, contre les directions et aussi les bureaucrates ouvriers, grâce aussi à la dénonciation du Parti Communiste Japonais basée sur une sévère et exhaustive critique de la distorsion du communisme, et du marxisme en URSS, Chine, et autres pays soi-disant socialistes. La J.R.C.L. a une influence non seulement parmi les ouvriers, mais aussi parmi les étudiants et les intellectuels, et la récente activité de Zengakuren s'est développée grâce à la discussion serrée du stalinisme suggérée par la J.R.C.L.

Menacé par cette situation défavorable pour les bureaucrates staliniens qui ont longtemps prétendu être la seule "avant-garde" du prolétariat, le P.C. essaie de détruire le mouvement de Zengakuren. Leur tentative de construire une autre organisation d'étudiants en dehors de Zengakuren, en les trompant par des slogans démagogiques tel que "Zengakuren sont payés par les impérialistes américains", etc... se heurte à la dure critique de la majorité des étudiants.

(Zengakuren est composé de groupes autonomes des universités et les comités sont élus par tous les étudiants dans chaque université. Les activités de Zengakuren sont exercées à la suite d'une discussion dans les salles de classe de l'Université et le succès de la lutte dépend du contenu et de la méthode de la discussion).

D'autre part, Zengakuren est toujours menacé de suppression par le gouvernement, non seulement par l'attaque directe des brutes de la police au cours des manifestations (contre ceci, nous avons prévu la tactique unique de "linking arms" des manifestants et le "sit-down") mais aussi par des mesures juridiques. Ainsi, nous, Zengakuren, sommes entourés par beaucoup de difficultés et la plus dure chose est notre lutte contre la tendance générale du mouvement ouvrier japonais de s'orienter vers la politique réformiste et collaborationniste des bureaucrates ouvriers des pays occidentaux.

Nous considérons la présente étape de Zengakuren comme très importante car maintenant, grâce à l'analyse du faux caractère du conflit Moscou-Pékin, nous

pouvons clarifier les problèmes fondamentaux et la perspective de la révolution dans le monde d'aujourd'hui.

Nous ne choisissons pas entre la Russie et la Chine. Nous ne choisissons pas non plus entre l'Est et l'Ouest. Ces alternatives signifient seulement de choisir entre différentes sortes de sociétés de classes aliénées. Notre problème n'est pas de nous adapter nous-mêmes aux sociétés existantes, mais de créer une nouvelle société qui s'adapte à nous. Les stalinistes russes et chinois nous obligent à admettre l'une ou l'autre des deux sociétés stalinistes comme représentant le "communisme". L'une est relativement développée, tandis que l'autre est sous-développée, les deux sont dominées par les bureaucrates privilégiés tout comme les sociétés occidentales sont dominées par les capitalistes monopolisateurs. Ainsi, la classe ouvrière du monde entier est privée des pouvoirs économiques et politiques et est réduite à un objet passif, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est.

Le communisme signifie cependant essentiellement l'abolissement de la propriété privée et de classe, accaparant les forces de production du monde entier grâce à la lutte internationale du prolétariat contre les oppresseurs qui possèdent tous les moyens de production entre leurs mains.

Le "communisme" russe et chinois est loin du communisme- Ce communisme là est dominé par les bureaucrates. Ces "communistes là" se battent pour leur "intérêt national".

L'émancipation de la classe ouvrière et de tous les êtres humains ne pourra être obtenue que par le renversement de la domination capitaliste et staliniste par la force autonome du peuple.

Nous sommes convaincus que nous sommes associés à la lutte de la classe ouvrière japonaise et à la lutte internationale pour ce même but.

Joji ONADA
secrétaire général de Zengakuren

Torium KUROKAWA
Secrétaire international
de Zengakuren

oooooooooooo

LICTIONS

Réunion inter-entreprise-Paris: 21 camarades présents.

(Assurances Générales, Énergie atomique, Enseignement technique, étudiants, imprimerie, Jeumont-Schneider, P.T.T., Renault, petites entreprises (métallurgie, études de marché).

I- Informations d'entreprise: voir rubrique sur les travailleurs en France.

Un camarade pense qu'il est bien de dire ce qui se passe dans les boîtes, mais que chacun devrait de plus, signaler la position qu'il a prise en face des faits qu'il peut relater, comment il a pu faire un travail d'éducation, d'explication ou de propagande dans le sens des idées que nous défendons. Cela permettrait d'élargir la discussion. A titre d'exemple, ce camarade cite le refus des heures extraordinaires dans la presse (heures en sus des heures supplémentaires obligatoires) il ne perd ainsi, sur ce point, aucune occasion de marquer son opposition à l'exploitation. Cette observation déclenche une discussion:

- pour marquer les limites d'un tel travail; pour reprendre l'exemple des heures supplémentaires c'est un tel besoin pour certains (télé, voiture, etc..) qu'on finirait par ne plus dire que ça et à force de radoter on passe pour des rigoles.

- chacun fait tout ce qu'il peut et à chaque occasion dit sa pensée à sa manière. On tâche de mettre son attitude au travail en concordance avec sa pensée mais ce n'est pas toujours ni possible, ni facile.

- finalement, n'importe quel problème particulier (les heures par exemple) amène à lutter au niveau de l'entreprise elle-même: car c'est à ce niveau que sont élaborées les conditions de travail (accords d'entreprise).

II- Correspondance et liaisons:

- lettre de Suède, de Caen, voir correspondance.

- lettre d'un camarade de Lyon:

" Je vous réponds avec beaucoup de retard, excusez-moi, mais c'est la lenteur du groupe à prendre une décision sur nos projets qui en est la cause, je le fais aussi d'une manière personnelle, pourtant j'exprime à peu près l'opinion des copains sur nos activités à mener dans les boîtes. Les buts de ces activités sont:

- d'une part susciter l'esprit de révolte et d'initiative parmi les ouvriers.

- d'autre part, propager la théorie de la gestion directe et ses applications.

Enfin nous espérons tous acquérir grâce à des discussions plus approfondies et mieux préparées une certaine formation personnelle.

Notre groupe Bakounine veut garder son caractère libertaire aussi nous n'allons pas proposer aux ouvriers d'adhérer à une nouvelle organisation révolutionnaire et d'admettre de nouveaux dirigeants mais de reprendre l'habitude de "défendre leurs intérêts et de lutter pour leur propre émancipation". Afin d'y parvenir nous tâcherons de les contacter quand les conditions seront favorables: grèves, licenciements, etc... Et nous aborderons des domaines concrets de la vie de tous les jours sans vouloir imposer une idéologie préétablie. Nous espérons ainsi que nos idées seront plus le fruit de notre expérience personnelle que de théories. De plus les réunions hebdomadaires du groupe se poursuivront mais elles auront un caractère nouveau. Jusqu'à maintenant, il s'agissait surtout de faire des comptes rendus sur les activités du MCAA, de la FA, etc.. désormais ces compte-rendus concerneront avant tout nos activités dans les boîtes ou les faits remarquables qui s'y seront passés. Ce caractère différent sera moins dû au fait que nous toucherons des gens différents (ouvriers au lieu de militants) qu'à une autre sorte de rapports avec eux. En effet, comme il a été dit plus haut nous aborderons avant tout le domaine de la vie quotidienne. Ce ne sera pas, comme le fait VO par exemple, afin d'attirer les ouvriers, mais pour élargir notre propre expérience. Nous ne prétendons pas apporter quelque chose aux ouvriers mais simplement leur permettre de lutter dans leur propre intérêt.

A ces compte-rendus s'ajouteront des critiques de journaux (surtout M.L, ICO, et N.R. et "Anarchisme et non violence") et de livres. Des camarades se chargeront aussi de faire des exposés sur des questions économiques sociales et pédagogiques. Nous allons commencer à 7 ou 8 copains et au début nous nous contenterons de distribuer des tracts pour nous faire connaître avant de tirer un journal ronéoté.

Si le programme de notre groupe diffère de celui d'ICO et est surtout plus précis (à cause de l'identité des vues des copains) il en est tout de même largement inspiré et il est souhaitable que dans quelque temps ce soit l'ensemble du groupe Bakounine qui vous fasse part de sa nouvelle expérience.

III- Critique d'ICO: numéro 43 de novembre 65

- hiérarchie des salaires (p.6) le salaire mensuel moyen de 90.000 AF pour un OS Renault est vraiment un maximum, le salaire moyen se situant entre 75.000 et 80.000

-les lettres du camarades algérien ne relatent que des anecdotes sans intérêt et n'apportent aucune des informations que nous pouvons attendre. Il faudrait soit en arrêter la publication, soit demander à ce correspondant de relater des faits touchant aux paysans, aux ouvriers, à l'auto-gestion et non des appréciations personnelles sur la cuisine autour du pouvoir. (à ce propos un camarade relate ce que lui a dit un ex-chef du FLN au sujet de l'auto-gestion; dans le secteur agricole l'auto-gestion n'aurait existé réellement que dans la plaine du Tell, pays de petits colons. Les ouvriers agricoles auraient pris en mains la gestion des fermes et les exploiteraient avec des ouvriers venus de régions plus défavorisées, agissant ainsi

comme des patrons. De plus, les "gestionnaires" seraient les membres des anciennes familles locales de sorte que les fermes collectives seraient aux mains de véritables cliques, reconstituant les structures féodales ancestrales - information donnée sous toute réserve).

IV- Discussion sur le mouvement pour les conseils ouvriers en Allemagne (brochure d'ICO N° 42- août-septembre 65). Cette discussion et la correspondance échangée à ce sujet figureront en annexe.

V- Prochaine réunion d'ICO - camarades de Paris, mêmes lieu et heure:

SAMEDI 8 JANVIER 1966

VI- Les comptes d'ICO :

	<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>
En caisse au 31/3/65	444.77	
Avril	195.91	227.46
Mai	166.50	266.46
Juin	65.17	127.82
Juillet-août	477.-	71.65
Septembre	92.18	112.23
Octobre	87.67	17.67
Novembre	129.20	186.39
	<u>1.658.40</u>	<u>1009.68</u>
SOLDE DISPONIBLE		648.72

Ainsi qu'les camarades peuvent le remarquer les dépenses s'équilibrent à peu près avec les entrées (entre 12 et 15.000 AF par mois). Cela ne permet pas d'envisager une autre formule (diffusion accrue, numéros spéciaux plus nombreux, plus de pages, autre procédé de tirage). Cela dépend du nombre des abonnés ou des camarades versant une contribution. A proche délai, il nous faut envisager une révision de la ronéo, la réimpression de bandes d'envoi: cela suppose que chacun vérifie son abonnement la régularité de sa contribution et voie s'il peut l'accroître, fut-ce exceptionnellement. Tout autre projet supposerait ou l'achat de matériel coûteux ou une mise de fonds mensuelle cinq ou six fois supérieure au niveau actuel: cela relève de la mégalomanie à moins d'ouvrir une souscription particulière sur une période d'au moins une année. Si tant ait qu'il y ait un problème, la solution est entre les mains des camarades. ICO est et sera ce qu'ils voudront qu'il soit; il ne doit pas être porté à bout de bras par le financement de quelques uns ou des méthodes artificielles.

oooooooo

correspondance

Lettre d'un camarade du Cher:

"Le but de ce modeste courrier est d'exposer mon point de vue sur la classe ouvrière 1965, sur le syndicalisme et sur le régime républicain.

Pour cettefois, si ledit ICO veut bien m'accorder l'hospitalité de ses pages, je pense déclencher un beau tollé d'indignation chez nombre de lecteurs. Mais je suis bien certain que d'autres me donneront ouvertement raison.

Ceci posé, je dois expliquer que mes vues très originales, je l'avoue

sont le fruit d'une longue enquête qui a pris naissance en juillet 1960 à la suite d'une conférence publique... Ce jour-là je fus surpris et choqué d'entendre de jeunes militants marxistes et cégétistes clamer, et ne cesser de répéter "en France l'ouvrier est heureux". "Slogan" visiblement tendancieux et répondant à des ordres donnés, qui suscitait la réprobation de l'assemblée. Il nous fallut moins d'un mois pour étudier les cas particuliers de ces jeunes enthousiastes et force nous fut de constater que tous étaient de fidèles adeptes de la semaine de 90 heures. Ainsi cette controverse qui avait tourné à l'altercation nous donnait le fin mot de la question: "une nouvelle classe de salariés se manifestait; hostile à l'ancienne et prenait à fond position pour le régime actuel.

Qui l'avait amené à ce point de rupture? Il nous fallut longuement étudier la question, avant de découvrir le coupable. La réponse était surprenante mais fracassante, c'était le syndicalisme. Il nous fallait donc pousser plus avant dans cette direction et se plonger dans l'étude du mal syndical...

..le syndicalisme de 1910, le syndicalisme de grand-père est périmé. Son utilité fut évidente autrefois, mais il meurt pour avoir feint d'ignorer deux faits nouveaux, à savoir:

- le hiérarchisme extravagant.
- le double salariat.

Le hiérarchisme? Il est logique. Mais attention le syndicalisme l'a rendu démentiel. Il est juste et obligé qu'il y ait rupture. A tendre trop un élastique il se casse. Il est stupide de voir des manoeuvres travaillant péniblement et de façon précaire pour 380 frs par mois alors que certains ouvriers encaissent 1000 frs pour le même temps de travail. Un honnête coefficient de deux à trois donnerait satisfaction à tous. Vous êtes bien d'accord?

Eh bien, le responsable de cet état actuel des faits, preuves à l'appui, c'est le syndicalisme. Sur ce point, depuis 1945, son oeuvre fut néfaste.

Le double salariat: voilà un bien grand mal. Depuis la guerre des Boërs et la guerre 14-18 la semaine de 90 heures exerce ses ravages dans le monde du travail. Le haut patronat s'étant aperçu qu'il pouvait jeter la femme mariée à l'usine ou au bureau, "avec la complicité de l'état", ne se gêne pas pour donner un salaire à deux personnes. Chacun travaillant ainsi à demi-prix, cette convention est tout bénéfique pour le haut patronat. (Et pour l'état !)

Et qui défend le point de vue patronal en clamant: "la femme à l'usine" Qui? Mais le syndicalisme bien sûr. La femme mariée à les mêmes droits que l'homme. Elle est libre d'aller à l'usine si elle le veut. (CGT dixit). Ne perdez pas de vue la position du patronat français. Elle s'est appuyée toujours sur le syndicalisme. En 1920 il me fut permis d'entendre une conférence donnée par un grand syndicat de l'époque, réclamant à grands cris l'entrée de 100.000 ouvriers italiens soit disant pour reconstruire les régions dévastées alors qu'un chômage incroyable sévissait en France. C'était bien là un tour de main signé du haut patronat, puisque par l'intermédiaire du syndicalisme il utilisait un noble sentiment de fraternité humaine pour augmenter le troupeau de ses ilotes et de ce fait, leur payer, par ce chantage, un prix horaire bien inférieur aux nécessités du moment. Là encore, le syndicalisme faisait oeuvre néfaste, vis à vis de la classe qu'il était censé défendre.

Voilà donc très rapidement exposé, les faits et méfaits qui doivent nous conduire à un mouvement anti-syndicaliste...

Réponse à ce camarade:

.. Il y a des choses justes dans tes remarques sur la hiérarchie le double salariat (homme et femme); mais nous ne pensons pas que le syndicalisme soit responsable de cette situation; il ne s'agit pas pour nous de défendre les syndicats, mais d'essayer de replacer leur évolution et leurs positions et structures actuelles dans l'évolution globale de la société capitaliste.

Le syndicalisme a eu son utilité autrefois comme instrument de lutte; c'est ce que tu appelles le syndicalisme de "grand-père"; mais il n'est pas périmé; tout simplement il n'existe plus et il n'a plus sa place dans la société actuelle.

Les syndicats sont maintenant des organisations géantes, à la mesure de la concentration capitaliste ou du capitalisme d'état. Ils ont leur place reconnue dans la société; leur position est de plus en plus réglée par la loi; ils sollicitent eux-mêmes cette réglementation (par exemple en ce moment la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise); ils la présentent comme une protection contre l'arbitraire des patrons alors qu'elle sert à peu près uniquement à dominer les travailleurs et à les contraindre à subir d'une manière ou d'une autre l'organisation qu'ils ne reconnaissent plus comme leur.

Les chefs syndicaux aspirent à faire partie du pouvoir qui règle les conditions de travail. Ils sont l'appareil au moyen duquel le capitalisme moderne impose ses conditions à toute la classe ouvrière (ce qui se passe actuellement en Angleterre est très significatif de ce point de vue). Les conditions de travail que le capitalisme pense accorder aux ouvriers seront beaucoup plus facilement imposées, osuivies par les ouvriers sous la forme d'accords conclus par les syndicats que de règlements patronaux. De cette façon, sous le capitalisme moderne, les syndicats sont devenus des organismes de domination sur la classe ouvrière.

Ce n'est donc pas par hasard qu'ils défendent des points aussi importants pour le capitalisme que la hiérarchie ou l'abaissement des salaires. Mais il nous paraît faux de dire qu'ils en sont responsables. Le dire laisse supposer qu'il aurait pu en être autrement ou qu'il pourrait en être autrement si les syndicalistes actuels agissaient autrement ou bien si les travailleurs exigeaient autre chose des syndicats ce sont deux points de vue que l'on entend souvent défendre. Or le syndicat, dans cette société ne peut être autrement. Il perd peu à peu de son importance comme instrument de lutte bien que les luttes ne cessent pas, puisque nous sommes toujours dans une société d'exploitation. Les travailleurs découvrent alors de nouvelles formes d'action en dehors des syndicats: l'action directe, (ce que l'on appelle "la grève sauvage" si fréquente en Grande-Bretagne et aux USA) et qui commence à apparaître en France.

Il n'entre pas du tout dans nos buts de créer un mouvement "anti-syndicaliste" avec un programme, si séduisant soit-il. Ce que nous cherchons seulement c'est, par la connaissance de nos expériences de travailleurs, par des informations sur le mouvement ouvrier dans le monde, faire comprendre aux travailleurs le sens de ce qu'ils vivent, de leurs luttes, pour qu'ils puissent dégager eux-mêmes à la fois leurs propres revendications et leurs propres formes de lutte. Tu comprendras donc que nous ne pouvons souscrire à ce que tu nous proposes. Mais cela n'empêche pas de continuer à discuter si tu le désires.

- lettre de Suède: les travailleurs étrangers en Suède.

" il y a trois semaines que je travaille en Suède et j'ai attendu un peu avant de vous écrire pour bien me rendre compte de la situation des travailleurs ici et du niveau de vie de ce pays "social-démocrate".

Je travaille dans un grand restaurant de la banlieue de Göteborg (800.000 habitants) banlieue industrielle puisque toutes les grandes boîtes, manufactures et industries sont groupées ici. Les clients du restaurant ce sont les ouvriers de chez Volvo Scania-Vabie, AGA, Radiola, etc.. Il y a énormément d'étrangers ici, et ils sont drôlement exploités. En France, c'est peut-être la même chose pour les espagnols et les portugais mais ici, le vol est organisé de façon scientifique. Ces étrangers ce sont des grecs, des yougoslaves, des italiens, des espagnols, portugais, et quelques russes ! Je ne parle pas encore le suédois mais on se débrouille bien avec le grec et l'italien. Puis il y en a toujours qui viennent traduire et on arrive à se comprendre parfaitement.

Mon travail à moi, (je suis débarrasseuse) n'y est pas considéré comme un travail sérieux, ce qui fait que même si je restais quarante ans à bosser là-dedans, je n'aurais pas la Sécurité sociale, ni aucune aide s'il m'arrivait un accident. D'autre part, ils trouvent quand même que c'est un travail sérieux puisque je suis obligée de payer tant d'impôts: sur 850 KR ils me retiennent 100 KR pour la nourriture (et c'est innangeable) et 230 pour les impôts. Ils m'en restent 520 et je donne 180 pour la piaule.

Dans le restaurant, il y a quelques suédois qui travaillent, ils sont mieux payés que nous et ils nous traitent de sales étrangers. Ils sont toujours contents et ils ne se révoltent jamais. Quand la nourriture est mauvais, nous on proteste, eux disent " la direction dit qu'elle est bonne" et ils mangent en souriant. Ils travaillent beaucoup et souvent dans deux restaurants, pas parce qu'ils ont des problèmes économiques, mais pour acheter des meubles, la télévision, la voiture, quand ils n'ont pas cela, ils se considèrent comme ratés.

Il y a vingt jours de grève par an en Suède. Et si elle n'est pas autorisée par tous les syndicats, il n'y a pas de grève.

Les ouvriers grecs de chez Volvo ont déjà travaillé dans les usines allemandes et sont en contact avec les ouvriers allemands. J'ai justement lu deux lettres qui venaient de Wappertal et de Hambourg, et j'ai pu constater que la situation là-bas n'est pas meilleure.

Les grecs se réunissent une fois par mois, ils discutent et s'entr'aident. Les yougoslaves et les italiens font la même chose de leur côté. Je leur ai proposé de remplacer ces sortes de réunions nationales entre grecs ou yougoslaves par des conseils d'ouvriers internationaux. Dans une réunion grecque, il y a des ouvriers, des curés, des intellectuels, des richards, des gens de gauche, de droite, même des fascistes. Je ne vois pas ce qui unit tous ces gens-là. Le fait qu'ils sont tous grecs ça ne veut rien dire.

Alors on va organiser quelque chose où il n'y aura rien que des ouvriers de tous les pays qui travaillent dans des différentes boîtes afin de prendre contact et voir comment ça se passe dans les autres boîtes. Chacun parlera aussi de son pays et des problèmes de ses camarades en Allemagne ou en Belgique. Ils me demandent souvent des informations de France. Je suis heureuse de vivre dans un climat de solidarité entre travailleurs étrangers en Suède. Arrivée ici, je n'avais pas un sou, les hôtels sont toujours complets, les restaurants chers. Ils m'ont encouragée, aidée, ils m'ont raconté leurs problèmes aussi et on a parlé de ce jour où il n'y aura plus de patron, de maîtres et d'esclaves.

Un camarade grec nous écrit d'Allemagne que dans un accident de travail il a perdu son index. Comme il n'y a pas six mois qu'il travaille il n'a pas la Sécurité Sociale et la direction ne se croit pas obligée de lui payer la somme due..

Les italiens et grecs qui étaient communistes dans leur pays se posent beaucoup de question sur la situation dans les pays communistes depuis qu'ils ont discuté avec leurs camarades yougoslaves qui disent que Tito les a vendus au marché aux esclaves de la Suède et de l'Allemagne.

Entre autre, j'ai appris que les ouvriers grecs en Allemagne ont suivi tous les détails de la crise grecque avec une énorme émotion: " si jamais il y a quelque chose dans le pays, nous laissons tout tomber ici pour aller nous battre ". Malheureusement, tous les ouvriers conscients de la Grèce ne se trouvent pas en Grèce quand il y a des bagarres. Et ça le gouvernement le sait fort bien, c'est pour ça qu'il encourage l'émigration.

La police d'ici a fait un interrogatoire aux grecs "s'ils sont communistes" et "s'ils croient en dieu". Ceux qui n'ont pas répondu de façon satisfaisante n'ont pas été admis en Suède pour un permis de séjour. Vive les social-démocrates. "

- d'un camarade du midi: sur l'influence du trotskysme

"Il est plus difficile de combattre Trotsky mort que Trotsky vivant. Il ne reste des événements que du papier noirci et le papier noirci d'un homme prestigieux et nous n'avons pas de livres à opposer. Car les jeunes ne peuvent connaître que la littérature, surtout quand ils n'ont pas le temps, ni le désir de tellement approfondir. De son vivant Trotsky commettait suffisamment de conneries pour faciliter la critique. Mort, il reste ses livres et il en a pondus beaucoup, garantis par son auréole. Ensuite, idem pour Lénine. Pense au temps qu'il a fallu à certains pour s'en sortir, près de 20 ans. en en laissant combien à la traîne. Aussi pouvons-nous applaudir des exemples comme Zengakuren et surtout "Solidarity".

- d'un camarade de Caen : sur l'Espagne

" Un peu comme suite aux informations que je vous faisais parvenir il y a peu sur la situation en Espagne, je vous communique qu'à propos de Mieres (Asturies) il aurait fallu signaler qu'en Juin 65 au puits "San Nicolás" 35 ouvriers qui travaillaient pour un salaire inférieur furent suspendus pour des périodes de cinq, dix et trente jours parce qu'ils n'extraient pas de suffisantes quantités de houille dans des galeries où la direction de l'entreprise s'est refusée jusqu'à présent à modifier des conditions de travail particulièrement pénibles. Tous leurs camarades de travail commencèrent alors une grève de protestation. Et dans le puits "Figaredo" 15 ouvriers silicosés au 1^{er} degré furent soumis à des expédients et sanctionnés d'une amende de 250 pesetas car ils ne donnaient pas le rendement que l'entreprise exigeait depuis leur transfert des postes qui convenaient à leur état. Le Comité d'Alliance syndicale fit circuler un manifeste demandant la liberté syndicale et l'abolition des syndicats verticaux, l'admission sans rien perdre de leurs droits de tous les ouvriers licenciés lors des grèves précédentes, un salaire journalier d'au moins 200 pesetas pour les travailleurs de l'extérieur et 225 pour ceux de l'intérieur, avec échelle mobile des salaires, c'est-à-dire hausse des salaires journaliers en fonction de la hausse des prix, augmentation pour toutes les pensions de vieillesse, d'accident et de maladie et solution définitive du problème des ouvriers atteints de silicose.

Et le 28 juillet 65 au même puits "San Nicolás" 65 piqueurs firent grève parce qu'on demeurait sourd à leur demande d'indemnité pour le temps perdu à transporter les outils sur les lieux de travail. Le 31 juillet la direction licencia deux piqueurs et six autres furent transférés à un autre point de la même entreprise, mais situé à 14 km de là. Sur ce, les camarades qui n'avaient pas cessé le travail se mirent en grève le 2 août et le 4 août on leur faisait savoir qu'ils étaient suspendus pour 3 jours.

Le service médical dit "Fondo Compensador" en accord avec les autorités franquistes et les syndicats phalangistes a pris l'habitude de déclarer bons pour le travail des mineurs silicosés au 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} degré. Beaucoup d'ouvriers possèdent des certificats de médecins privés sur le degré de silicose dont ils souffrent, parfois avec complications cardiaques et bronchite chronique. L'alliance syndicale a distribué un manifeste aux travailleurs Asturiens dénonçant les injustices et signalant que jouer avec la santé et la vie des travailleurs constitue un crime inacceptable.

De même par le canal de "Radio Euzkadi" (qui fonctionne depuis octobre de 21h30 à 23h30 sur ondes de 19 et 23m de longitude) le Combat syndicaliste nous apprend dans son numéro du 4/II/65 qu'à "Sestao" le 11 octobre, les ouvriers des chantiers navals firent la grève sur le tas. La direction leur lança un ultimatum les menaçant de les expulser des ateliers par la force s'ils n'étaient pas immédiatement au travail. Comme le mardi 12 était la fête de "l'Hispanidad" il n'y avait plus qu'à attendre le mercredi 13 pour savoir ce qu'il adviendrait... La raison de cette grève est avant tout économique car les ouvriers avaient fait parvenir il y a déjà pas mal de temps une réclamation de participation aux bénéfices et comme la direction n'était guère pressée de répondre...

Quant au numéro du 11 novembre, rapport à la récente grève des conducteurs d'autobus à Madrid on a pu lire: "Madrid- il n'est pas rare que les usagers des transports municipaux aient à se plaindre d'un trafic perturbé. Aussi serait-il sérieusement question qu'une entreprise privée se charge de transformer en un service efficace ce qui s'avère être un authentique désastre et ce, sans augmentation des tarifs et sans que la nouvelle direction perde de l'argent évidemment. Le correspondant Tachin écrit " Don Antonio Garrido Martínez dirigeant syndical des transports a déclaré qu'un certain nombre d'entrepreneurs madrilènes étaient prêts à se charger de l'affaire avec garantie complète pour l'usager et il ajoute que lorsque la Municipalité considère une ligne comme déficitaire elle ne doit pas pour autant modifier les tarifs au préjudice des voyageurs mais la confier à des "privés" qui garantissent les mêmes prix des conducteurs et des receveurs aimables et en uniformes et de bons véhicules et quant à la couleur que la municipalité les fasse peindre comme elle en a envie ".

syndicats

et

syndicalistes

Accord d'entreprise: chez Bréguet (aéronautique- Vélizy, Biarritz, Toulouse, 4000 ouvriers) signé par FO, CGT, CFDT et CCO inspiré des accords Messier (autre entreprise aéronautique) dont nous avons largement parlé (ICO N° 32, octobre 64) et qui ont fait l'objet d'un livre du P.D.G. R. Lucien " l'Association, doctrine sociale du monde de demain" (livre dédié à De Gaulle). Ce nouvel accord va encore plus loin que l'ancien dans la "reconnaissance" de la section syndicale d'entreprise: les représentants du syndicat obtiennent les mêmes droits que les représentants (légaux et théoriques) des salariés. De plus, des locaux mis par le patron à la disposition des syndicats pour leurs réunions, la libre circulation des papiers syndicaux et la libre collecte des cotisations: c'est-à-dire tout cela pris sur le temps de travail.

Politique syndicale l'accord d'entreprise n'est qu'un maillon dans la prise de pouvoir des syndicats dans la société capitaliste moderne. La "reconnaissance" de la section syndicale d'entreprise, c'est sa légalisation en tant qu'organisme de ce pouvoir qui s'exerce bien sûr à l'encontre des travailleurs. Qu'est en effet l'entreprise sinon une machine à dominer les travailleurs si elle n'est pas dominée par eux seuls.

Il ne s'agit pas exactement d'un plan préétabli pour les syndicats. Pourtant les directions syndicales sont bien conscientes du rôle qu'elles entendent jouer dans l'économie capitaliste et des organes qui leur sont nécessaires à tous les échelons pour jouer ce rôle. Mais elles ne progressent pas également dans tous les domaines. Ils peuvent être plus avancés au niveau de l'état qu'à celui de l'entreprise d'où leurs revendications sur des points particuliers, ceci n'étant en réalité qu'un alignement.

Les luttes ne sont pour les organisations syndicales (quelles qu'elles soient) que des opérations tactiques pour gagner telle ou telle position dans cette progression vers le pouvoir économique. Ce qui rend l'observation de ces faits complexe ce sont les rivalités d'influence entre syndicats dont ces luttes peuvent être l'occasion, l'interférence momentanée de facteurs politiques, les difficultés que les directions syndicales peuvent avoir à contrôler leur base ou à reprendre en mains des mouvements autonomes. D'une manière générale, on peut cependant dire que tout mouvement que les syndicats arrivent à garder ou à reprendre en mains, débouche inévitablement sur un accroissement de leur pouvoir "légal", c'est-à-dire du pouvoir qui leur est reconnu comme force d'encadrement des travailleurs.

Le dernier congrès CFDT (début novembre) a été riche d'enseignements à qui sait lire et dépasser les litanies des "révolutionnaires" sur "l'intégration" (il est difficile en effet de comprendre l'essence même du syndicalisme dans la société moderne si l'on a soi-même la vision d'une direction de cette société par un parti ou un syndicat).

Les mouvements du début de 1965 (Peugeot, Berliet, voir ICO N° 39, mai 65) s'éclairent par la nécessité pour la CFDT après le virage de 1964 (suppression du C) de lutter contre les "manoeuvres de FO, de la volonté de la CGT, de coller à FO et à la FEN... et du désir de tous d'isoler la CFDT". Chacun veut profiter des malheurs du copain; l'autre se rebiffe; avec les troupes qu'il a sous la main à ce moment (mais que deviennent dans tout cela les revendications ouvrières). Mais on n'a pas de rancune; tout de suite après, on se retrouve, car les intérêts communs sont bien trop puissants et la convergence de fonctions bien trop évidente. Il est touchant de voir l'insistance avec laquelle la CFDT réclame la participation aux conversations patronales de la CGT "organisation largement représentative qui doit participer aux responsabilités" Descamps déclare même: "Nous sommes sévères avec la CGT parce que nous l'aimons bien comme nous sommes sévères avec nos enfants pour les corriger"

Nous touchons ici à la clé de voûte de la politique actuelle (et de

toujours) des syndicats. Elle n'est pas tant dans la participation à des organismes d'état, qui peuvent avoir une existence éphémère, mais dans la reconnaissance du "pouvoir syndical" par le patronat, l'état n'apparaissant qu'un patron comme les autres et la participation à divers organismes d'état n'étant qu'un aspect conséquent de ce pouvoir social accordé par le patronat (au lieu d'être l'émanation des travailleurs bien que ce soit leur force qui ait amené la reconnaissance de ce pouvoir aux syndicats). Pas plus MO, qui pendant longtemps a fait cavalier seul dans ses contacts avec le patronat, que la C G T écartée pour des raisons politiques (qui s'estompent), ne désavoueraient cette revendication de C F D T de "négociations régulières avec le patronat comme dans les pays anglo-saxons et nordiques".

Mais cette "politique contractuelle", avec les structures hiérarchisées de la société capitaliste moderne, avec la planification nécessitée à la fois par la technique, la concentration et la concurrence mondiale, prend une toute autre gueule qu'il y a cinquante ans. Jouhaux, secrétaire général de la "vieille" C G T pouvait "intégrer" l'appareil syndical dans l'effort de guerre et le patriotisme de 14-18 pour la défense du capitalisme français, la C G T réunifiée de 36 pouvait s'engager à fond dans les accords Matignon et faire rentrer les travailleurs dans les usines en vue de l'effort de préparation à la guerre de 39, la C G T et la C F T C pouvaient de 44 à 47 "reconstruire" le capitalisme français aux côtés de DE GAULLE, toutes ces "grandes périodes" de "politique contractuelle" prenaient un aspect différent parce que les conditions économiques et les structures de société étaient différentes. Combien ridicule paraît cette phrase d'une motion de l'Ecole Emancipée au congrès de la F E N "les organisations syndicales F E N, C G T, F O ne sont pas intégrées". CE que les "syndicalistes révolutionnaires" appellent "l'intégration" n'est pas le produit d'une volonté des individus ou d'un syndicat déterminé, mais le résultat même, dans le capitalisme moderne, de l'existence du syndicat en tant qu'organisme de "liaison" et de représentation entre les deux seuls détenteurs de pouvoir social : les travailleurs et les dirigeants (ce qu'on appelle le patronat). Il n'y a pas d'autre possibilité pour un syndicat qui veut exister comme tel dans la société moderne que de s'insérer à tous les échelons du pouvoir économique et politique : discuter avec le patronat - et que fait d'autre finalement un syndicat, si par soit il - signifie inévitablement être présent à tous les échelons où s'élaborent les décisions économiques et sociales, c'est à dire les décisions politiques, car les décisions touchant les travailleurs ne sont pas prises comme il y a 20, 30 ou 50 ans et les rapports syndicats-travailleurs ne sont pas les mêmes qu'il y a 20, 30 ou 50 ans.

"Nous croyons à la politique contractuelle, paritariste, mais s'ils sont appuyés par d'efficaces moyens syndicaux". Cette déclaration de Descamps, n'importe quel syndicat la signerait et même le patronat.

Ne vous méprenez pas sur le terme "efficace" il résume bien le capitalisme moderne. Pourquoi les syndicats qui vivent dans cette société y échapperaient ils ? Cette "efficacité" se prolonge dans divers sens : présence dans les organismes d'élaboration des décisions à tous les échelons dans le sens patronal et gouvernement, capacité et tenue en main des militants de l'organisation (qui ne doivent être "corrompus" ni par les travailleurs, ni par les patrons), possibilité d'imposer les décisions (tant aux directions d'entreprise qu'aux travailleurs)

Comment imposer la présence du syndicat dans les organismes décisionnaires : de deux manières : les luttes ouvrières : C'est la C F D T qui parle - et c'est juste - "les grèves de St Nazaire en 55 tracèrent la voie aux régimes de retraite complémentaires et à l'assurance chômage... en 63, les mineurs ont provoqué... les procédures Toutée"... Revendication de la C F D T : un comité paritaire permanent de la sidérurgie de l'Est pour "préparer les solutions en temps voulu dans un climat où les partenaires ne sont pas encore trop traumatisés par des événements comme ceux des mineurs de fer". Autre manière, les liaisons politiques : mais il ne faut pas se méprendre, un gouvernement ne fera entrer les syndicats que là où les dirigeants d'entreprise estimeront leur présence nécessaire pour dominer les travailleurs.

Les militants d'entreprise, il faut qu'ils se transforment "pour être syndica-

liste en 1970, il ne suffira pas d'avoir une bonne gueule, il faudra être capable de gérer, d'administrer. Ne parlons pas de socialisme, si nous ne pouvons sortir de nos rangs des administrateurs compétents". (déclaration de Discans) Il définit ici l'homme de l'appareil par opposition au militant qui a la confiance des travailleurs et qui est leur porte parole. La "reconnaissance" de la section syndicale d'entreprise n'est que le moyen d'imposer ce type d'homme aux travailleurs avec l'accord du patronat.

Comment imposer les décisions prises puisque l'organisation a été engagée par elles et dispose de l'appareil. La C F D T propose des solutions qui vont loin : refus de crédit par l'état aux entreprises qui "méconnaissent le droit syndical". Elles vont pourtant dans le sens pris depuis des années par la législation du travail (extension des conventions collectives par exemple). Il y aurait une étude intéressante à faire sur le rôle joué par les mesures sociales dans la concentration des entreprises, les petites boîtes forcées de s'aligner sur les "avantages" accordés par les gros ne pouvant le supporter financièrement, sur le pouvoir économique que les directions syndicales peuvent prendre si, par le canal de l'état, de commissions de développement régional, etc...elles peuvent imposer ce qu'elles veulent à des directions d'entreprise. Cela donne la mesure de l'interpénétration de bureaucratization à tous les échelons et l'interférence de l'ensemble des problèmes et des structures d'une même société. Plus l'entreprise est importante, plus le syndicat est efficace, l'efficacité maximum étant atteinte dans le capitalisme d'état. L'efficacité des relations syndicats patronat pousse aussi dans le sens de l'unification des syndicats : le contenu réel des palabres sur l'unité est ici et pas ailleurs. L'évolution politique internationale (la coexistence pacifique) lève des difficultés qui sont plus de forme que de fond; il suffirait d'un "travailleurs français" (Mitterrand par exemple), fruit lui-même sur le plan intérieur des rapports internationaux pour que cette "unité syndicale" se réalise pour une emprise totalitaire du syndicat sur le travailleur. A notre avis, les palabres autour de l'affiliation de la Fédération du livre C F T à la Fédération Graphique Internationale (adhérente à la C.I.S.E. centrale internationale pro-américaine) vont dans le sens de ce rapprochement qui commence toujours par les sommets et peut se poursuivre pendant des mois sinon des années. Le capitalisme français comme tout le capitalisme dans le monde moderne, l'ensemble de ses structures (les syndicats en font partie) ne peut se comprendre que dans ce cadre international. Cela nous ramène d'ailleurs à la véritable dimension des luttes : l'internationalisme.

oooooooooooooooooooooooooooo

FIN DE CARRIERE

Un ancien mineur, syndicaliste, vient de décéder à Londres dans la peau d'un premier lord de l'Airauté à l'âge de 83 ans, d'une affection cardiaque (et pas de la silicose)

Il paraît pourtant qu'il fut mineur de fond pendant 18 ans avant de devenir député travailliste en 1922, ministre après la seconde guerre mondiale (des colonies pour la gloire de l'Empire britannique), vicomte en 1946 et lord en 1956.

L'organisation du chômage

"Le conseil d'administration où siègent paritairement les représentants ouvriers et patronaux n'a jamais enregistré de désaccord profond entre ses membres. Qui mieux est, les partenaires ont très sensiblement amélioré le régime primitif.." (déclaration de Bergeron secrétaire général de FO en présence de représentants CGT, CFDT, et patronaux à propos du fonds de chômage). Les réserves permettraient paraît-il d'indemniser 500.000 chômeurs pendant un an.....

Mesures d'austérité en Egypte

pour les travailleurs : épargne obligatoire (1/2 journée de travail par mois) une heure supplémentaire de travail "offerte" chaque mois à l'état... Tout ça pour couvrir les dépenses de l'état....

PUBLICATIONS

En langue anglaise

- Solidarity Glasgow (Vol I-N° 4 - J. Fyfe, 63 Glenkirk Dr, W 5 Glasgow)
Les travailleurs du métro - Les autobus de Moscou - Lettre d'une infirmière
"Les autres travailleurs peuvent se défendre par la grève, pas nous".
"Je n'abandonnerais jamais une personne malade, quelles que soient les conditions auxucelles je suis soumis". "La seule issue, à mon avis, est dans une grève de solidarité des autres travailleurs". (Quand les médecins parleront le même langage, peut être seront ils mieux compris)
Opinions sur la bureaucratie : un excellent article sur la bureaucratie comme classe .

- Solidarity - Londres (Vol 3-n° 9) (Bob Potter 197 Kings Cross Road - Londres - WCI)
La "balkanisation de l'utopie" - La marche contre la Bombe posa un problème à la Presse, à la Police, aux partis politiques. Quels étaient donc ces douzaines de groupes et groupuscules représentés et ces milliers d'individus incontrôlables, inclassables et qu'il ne suffit pas de traiter de "rouges", de "pacifistes", de "communistes", d'anarchistes", de "beatniks" pour se débarrasser de leur inquiétante existence ? Tous ces "en-dehors" rendent malades les élites qui se croient seules à connaître les lois de l'histoire et seules capables de diriger les masses. Cependant, cette "balkanisation de l'Utopie" n'a pas que des aspects négatifs. Tous ces inclassables font l'expérience d'une lutte contre la société actuelle et rejoignent ceux qui, dans la production mènent la même lutte. "Ensemble, ils préparent une résurrection de la pensée et de l'action libertaire, basée sur des objectifs socialistes plus authentique qu'à aucune période antérieure de l'histoire." Porto Marghera : un article d'un groupe de jeunes ouvriers italiens qui relatent les luttes menées par les 40.000 travailleurs de cet important complexe industriel situé près de Venise -
Un tract pour le 1er Mai en Allemagne de l'Ouest - Sur la défaite chez Ford

S.W.F. bulletin intérieur n°6 - juillet 65 - publié par Syndicalist Workers' Federation, 84 Cumberland Road - London - E 17 - Ce numéro est consacré au compte rendu de la réunion du Comité National.

Direct Action - journal mensuel de la S W F (septembre et novembre 1965)
A signaler deux articles sur les Dockers et les ouvriers de l'automobile face à la crise et aux menaces patronales et gouvernementales .

"The Rebel Worker" organe de la Chicago Branch des I.W.W. 713 Armitage Chicago - Ill 60614 - USA .

Ce dernier numéro, le 4ème depuis mai 1964 est spécialement consacré aux animations internationales. Parmi celles ci, un texte du mouvement des étudiants révolutionnaires du Japon : Zengakuren - Citons encore un article sur "Moderne Capitalism et Revolution" de P. Cardan ainsi que le résumé de ce livre. Sous le titre "Berkeley n'est que le début" P. Rosemont donne une bibliographie sur le mouvement des étudiants américains .

"Strike" (revue publiée par le "Socialist Party" de l'Ohio - U S A et consacrée aux étudiants. Le n° 3 "Students in revolts" retrace la lutte des étudiants de l'Ohio State University pour leurs droits au contrôle de l'université, lutte qui débuta à l'Université de Berkeley en Californie. Le n° 4 tire les leçons de cette lutte (c/o Mehl 11312 Hessler Road Cleveland 6 - Ohio U S A)

"Industrial Worker" n° de Juillet, aout, septembre 65 - organe officiel de l'I W W 2422 N. Halsted St. Chicago ILL 60614. Signalons dans le n° d'aout un article sur une grève des camionneurs de Philadelphie, grève dénoncée par les bureaucrates syndicaux .

"Speak Out" n° 2 -Mai 1965 -Le marxisme des années 60 par James - d'après "Marxisme 1963" publié en novembre 1963 par "Solidarité" de Londres
 Un bien long document sur le marxisme de Lénine et de Trotsky. Heureusement qu'en 1965 "Solidarity" a dépassé ce stade de discussion.
 3513 Woodward Av. Detroit Mich.48201 - USA

En langue espagnole

Depuis la rentrée, nous avons reçu régulièrement "La Protesta", publication anarchiste (Argentine), "Regeneracion" organe de la F A M (Mexique), l'édition en espagnol de "CILO" (Argentine) qui traduit parfois des notes d'ICO (CILO est un bulletin de la tendance de la Révolution Proletarienne) "Espoir" de Toulouse (CNT).
 "La Batalla" (POUM) qui commence seulement à se demander "où va Castro ?"
 C'est vrai que d'après la Batalla, nous ne tarderons pas à le savoir. Conversations avec les ouvriers agricoles de Cordoba - Chronique des Asturies.
 "Ruta" (Jeunes Libertaires) Venezuela - Dans le n° 33, intéressant article sur les syndicats aux USA. Voici le tableau de ce que gagnent les principaux bonzes syndicaux : (il s'agit de salaires annuels)

Syndicat	Président	Salaire	Frais	Total
Marins	Joseph Curran	102.637 dollars	3.186 d	105.823 dollar
Dockers	James R Hoffa	75.000 d	16.208 d	91.208 dollar
AFL-CIO	George Meany	45.000	3.797	48.797
Automobile	Walter Reuther	24.214	3.112	27.326

Il y en a 36 comme cela dont le salaire plus les frais s'étale entre 105.000 dollars et 28.000 dollars par an. A 500 anciens francs le dollar vous pouvez calculer combien cela fait : de 14 millions à 50 millions. Même au niveau de vie des USA...C'est aussi l'occasion de relire les textes parus dans I C O n° 46-juin-juillet 1963 et n° 37 -mars 1965)

Toujours d'après "Ruta", voici ce que doivent payer des travailleurs pour être "syndiqués", c'est à dire pratiquement pour avoir du travail puisque dans nombre d'usine, pas de syndicat, pas de travail

lamineur	250 dollars (12.500 AF)	électriciens	125 d (6.250 AF)
plâtrier	200 (10.000 AF)	plombier	125 d (6.250 AF)
maçons	110 (9.080 AF)	aciérie	125 d (6.250 AF)
machiniste	163,50 (8.175 AF)	vitriers	100 d (5000 AF)

"Frente Obrero" (Belgique) bien sûr pour un "parti révolutionnaire nouveau en langue française"

Nous avons reçu : Le Peuple Breton, Le Proletaire, Lutte de Classe, Le Courrier Marxiste, Cahier des Amis de Han Ryner, La Révolution Proletarienne Liaisons Révoltes devient "Révoltes" pour la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse (encore une autre) M. Dorey-7 Impasse Crozatier - Paris 12eme-

Dans le Monde Libertaire (organe de la F A -3 Rue Ternaux -Paris 11eme) n° 117 de décembre 1965 -suite de l'article sur "la grande division des travailleurs" de M.Labi.

Poésie et Révolution (numéro spécial de Front Noir -BP n° 9 Paris)
 La part irrésistible -Haute vigilance - Poésie et révolution- L'oeuvre d'art existante.

Dans l'Ecole Emancipée (Le Guen 74 Rue d'Armorique -Brest) n° 5 et 6, deux articles sur les syndicats allemands.

Le danger radiologique (Pignero -Crisenoy -77)

• La Feuille "Bulletin périodique d'information sociale" diffusé par l'Union des Groupes Anarchistes Communistes (3 Rue Terneaux -Paris IIeme) se présente lui même comme "une expérience d'implantation à option culturelle" (sic) qui veut faire une "information sérieuse, sincère, véridique et engagée" (rosic) et ajoute qu'elle n'est pas dupe "du jeu bourgeois qui consiste à se cacher derrière des mots, derrière du vent, de belles façades". Pourtant, dès les deux premiers numéros, on y trouve les phrases confuses et bateau du genre "Toute Révolution dans un cadre national....les nations déjà libérées du capitalisme...il va s'agir d'organiser le peuple en armes etc... etc..." ça n'est guère rassurant une indigence pareille.

Vivre Libre (Les Libertaires de la pensée - I7 rue du progrès - Marseille) s'adresse aux "SFIO-PSU-anarchistes-marxistes et trotskystes et tous les lecteurs jeunes et moins jeunes, ouvriers et intellectuels" pour être un "centre de discussion objectif, sincère, direct et loyal". Effort de jeunes encore abondamment munis d'illusions ou bien tentative de vieux de récupérer les jeunes avec une nouvelle machine de guerre ?

Ile de France (Faligand -8 Allée Roland Garros -Orly) Octobre 1965 annonce une synthèse prochaine d'un travail collectif sur les pouvoirs et limites de l'auto gestion et publie une bibliographie sommaire sur le sujet.

Voix ouvrière (29 rue de Chateau Landon Paris) se passionne dans chaque numéro pour les élections et le "Parti Communiste français complice...qui rentre dans le giron de la bourgeoisie". Puisqu'ils veulent un "parti ouvrier révolutionnaire", ils devraient s'en réjouir au lieu de vitupérer. et laisser le PC à ses occupations (qui ne sont d'ailleurs pas nouvelles). Si des militants du PC acceptent cette politique, c'est qu'ils ont la même vision du monde que la bourgeoisie capitaliste moderne: alors pourquoi chercher à les convaincre que le PC n'est pas ce qu'ils croient ?

Le Mouvement Indépendant des Auberges de Jeunesse (M I A J 7 rue Pierre Girard -Paris) seul mouvement resté entièrement indépendant de l'état, rappelle ses principes (pratiqués jusqu'à maintenant) de démocratie intégrale et de gestion directe. Cela rejoint les préoccupations des camarades d'ICO. Mais pourquoi limiter la lutte pour la laïcité aux comités qui ne sont pour les partis qu'un tremplin politique; pourquoi ne pas tenter de donner la dimension réelle de l'emprise de l'église catholique dans notre société, débarrasser l'anticléricalisme de tous les vieux oripeaux qui le font croire périmé; dénoncer la fausse laïcité de tous les partis.

NOIR ET ROUGE (cahiers d'études anarchistes-communistes-Lagant BP II3 Paris 18eme) Editorial -Témoignage sur trois collectivités anarchistes en Espagne -L'autogestion contemporaine - L'autogestion en Yougoslavie -Courrier. (numéro double 31-32)

oooooooooooooooooooooooooooo

Pour un anniversaire (ou la révolution à l'usage de touristes militants)

"Notre section organise à l'occasion des fêtes du cinquantenaire de la Révolution, en Octobre 1967

UN VOYAGE EPARGNE EN U R S S

versement mensuel à partir de fin novembre 1965 : 50 F....."

(tract du PCF -Section du 12eme - PTT-Gare de Lyon)

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 5 F.**

Versements : **I. C. O., c. c. p. 20.147.54 PARIS**

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication
P. BLACHIER